

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 13/10/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARONCELLI

1495 Avenue d'Orange
BP 70084
84700 Sorgues

D/SPR/GP/N°1131/2023

Références : D-0602-2023 LRAR n° 1A 194 569 0749 8

Code AIOT : 0006400408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement MARONCELLI implanté Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc. L'inspection a été annoncée le 02/08/2023. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARONCELLI
- Carrière PIOLENC Ile des Rats 84420 Piolenc
- Code AIOT : 0006400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières Maroncelli, dont le siège social est situé 1495, Route Nationale 7 – à Sorgues, exploite une carrière alluvionnaire au lieu-dit « L'île des rats », sur la commune de Piolenc (84420). Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (exploitation de carrières) et de l'enregistrement au titre 2515 (traitement des matériaux) de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection sur la thématique du plan de gestion des déchets d'extraction (action nationale carrière menée en 2022).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté cinq non-conformités au cours de cette visite, relatives au plan de gestion des déchets d'extraction. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par

divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

Constat le 29/04/2022 : Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD) en vigueur (version d'avril 2020) liste 5 catégories de déchets, correspondant aux codes déchets suivants :

- code déchet 01 01 02 "Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères" : le PGD précise que les déchets concernés sont les matériaux de découverte ;
- code déchet 01 04 08 "Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07*" ;
- code déchet 01 04 09 "Déchets de sable et d'argile"
- code déchet 01 04 10 "Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07*" ;
- code déchet 01 04 12 "Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07* et 01 04 11*" ;

L'exploitant indique que, dans les faits, seules sont produites 2 catégories de déchets sur les 5 précitées : les terres de découvertes et les boues de lavage (code déchet 01 04 12).

Par ailleurs, il précise que les bassins de décantation sont curés tous les mois. Seule la zone de stockage des terres de découverte constitue donc une zone de stockage de déchets d'extraction inertes au sens de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. L'exploitant doit mettre à jour son PGD, sous 2 mois, en ne prenant en compte que les déchets d'extraction réellement produits par l'installation.

Constat le 05/09/2023 : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022 prenant en compte les deux catégories de déchets d'extraction produits (matériaux de découverte 01 01 02 et boues de lavage 01 04 12).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;

Constat le 29/04/2022 : Le PGD ne localise pas les zones de stockage envisagées pour les prochaines opérations de découvertes. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGD en localisant les zones de stockage envisagées pour les prochaines opérations de découvertes.

Constat le 05/09/2023 : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, qui comporte un plan présentant les zones de stockages temporaires et définitives. Par ailleurs, par courrier du 10/08/2022, l'exploitant a transmis des photographies des panneaux mis en place à compter d'août 2021 pour signaler les trois types de zones de stockage des terres de découverte, en vue de la prochaine campagne.

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les opérations de décapage étaient désormais réalisées de manière sélective, de façon à ne pas mélanger les différentes catégories de terres de découverte. L'inspection a pu constater la présence des panneaux, délimitant les différentes zones de stockages des terres de découverte :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;

Constats :

Constat le 29/04/2022 : Pour les terres de découvertes, le PGD ne retient aucune mesure particulière afin de limiter l'impact des stockages de déchets sur l'environnement, au regard notamment de la nature des matériaux et de leur teneur en humidité. Toutefois, cette analyse n'est pas réalisée pour les boues de lavage.

L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGD pour les boues de lavage en décrivant la manière dont le dépôt de ces déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.

Constat le 05/09/2023 : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, qui comporte l'analyse des effets des stockages de boues sur l'environnement et la santé humaine. Cette analyse conclut que les impacts sont nuls à faibles et décrit les mesures de prévention associées (surveillance piézométrique,...).

Par ailleurs, l'exploitant fournit en séance à l'inspection le certificat de conformité du produit floculant utilisé, justifiant d'un taux d'acrylamide inférieur à 0,1 % dans les boues mises en remblais. Ainsi, ces boues peuvent être considérées comme inertes, conformément aux orientations de la circulaire du ministère de l'environnement du 22/08/2011.

Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD en y ajoutant les informations relatives au procédé de floculation et notamment les justifications du caractère inertes des boues de lavage des matériaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;

Constats :

Constat le 29/04/2022 : Le PGD ne localise pas précisément les zones de stockage et ne donne pas d'informations sur les conditions de remise en état associées. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGD en localisant les zones de stockage et en précisant les conditions de remise en état associées.

<u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, localisant les diverses zones de stockage et précisant les conditions de remise en état associées (zone agricole, zone semi-humide).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : <u>Constat le 29/04/2022</u> : Le plan de gestion ne contient pas les éléments suivants, pour les boues de lavage : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son plan de gestion pour les boues de lavage, en précisant ces éléments. <u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, présentant des informations sur ces sujets (particules issues de l'unité de lavage de des matériaux extraits sur site, valorisation pour la remise en état des terres agricoles,...). Toutefois, la description de l'exploitation générant ces déchets devra être complétée par les informations relatives au procédé de floculation (cf PdC n°3 ci-avant).
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD en y ajoutant les informations relatives au procédé de floculation et notamment les justifications du caractère inertes des boues de lavage des matériaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p>
Constats : <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : le PGD ne comprend pas de procédures de contrôle et de surveillance, notamment pour assurer la qualité pédologique des terres de découvertes réutilisées lors des opérations de remise en état. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGD en précisant les procédures de contrôle et de surveillance précitées.</p> <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, qui renvoie aux recommandations de l'étude d'impact agricole réalisée par le cabinet « Terre & Territoires » dans le cadre du dossier d'autorisation.</p> <p>Toutefois, l'exploitant précise que, mis à part le stockage séparé des terres de découvertes, les prescriptions de l'étude d'impact agricole n'ont pas encore été prises en compte à ce jour lors des opérations de découverte (cf pages 74 à 78 de l'étude d'impact agricole : mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...).</p>
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, intégrer les prescriptions de l'étude d'impact agricole jointe à son dossier de demande d'autorisation et les appliquer lors des prochaines opérations de décapage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
<p>Constats :</p> <p><u>Constat le 29/04/2022</u> : Le PGD mentionne la quantité annuelle de matériaux de découverte qui sera stockée (540 000m³), mais ne comporte pas d'estimation de la quantité totale produite. Par ailleurs, le PGD ne comporte pas de caractérisation, ni d'estimation des quantités totales pour les boues de lavage.</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son PGD en mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une estimation de la quantité totale de matériaux de découverte qui seront produits au cours de l'autorisation délivrée par l'arrêté du 13/07/2021 ; - la caractérisation et l'estimation de la quantité totale de boues de lavage, qui seront produites au cours de la même période. <p><u>Constat le 05/09/2023</u> : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, qui précise que seront produits au cours de l'autorisation délivrée par l'arrêté du 13/07/2021 environ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 915 000 m³ de terres de découvertes sur Orange et 4 500 000 m³ sur Piolenc ; - 300 000 m³ de boues. <p>Toutefois, le PGD mentionne « Déchet inerte sans caractérisation demandée » pour les boues issues du lavage des matériaux, sans préciser le taux d'acrylamide (cf PdC 3 et 5 ci-avant).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son PGD par la justification du caractère inerte des boues de lavage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.</p>

Constats :

Constat le 29/04/2022 : L'exploitant assure actuellement un suivi topographique des quantités de matériaux stockés. Toutefois, le suivi des matériaux, en fonction de leurs caractéristiques, n'est pas encore réalisé, conformément aux prescriptions de l'étude d'impact agricole (stockage séparés des terres en fonction de leurs qualités, mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,...). L'exploitant doit, sous 2 mois, intégrer dans son PGD les prescriptions de gestion des terres de décapage issues de son étude d'impact agricole et assurer leur suivi en conséquence lors des prochaines opérations de décapage.

Constat le 05/09/2023 : par courriel du 22/06/2022, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son PGD, datée de juin 2022, qui renvoie aux recommandations de l'étude d'impact agricole réalisée par le cabinet « Terre & Territoires » dans le cadre du dossier d'autorisation.

Toutefois, l'exploitant précise que, mis à part le stockage séparé des terres de découvertes, les prescriptions de l'étude d'impact agricole n'ont pas encore été prises en compte à ce jour (cf pages 74 à 78 de l'étude d'impact agricole : mise en place d'un cahier d'enregistrement numérique,... cf PdC n°6 ci-avant).

Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois, intégrer les prescriptions de l'étude d'impact agricole jointe à son dossier de demande d'autorisation et les appliquer lors des prochaines opérations de décapage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois